

LIBYE

Neuf morts dans un attentat-suicide à Derna

Neuf personnes ont été tuées et des dizaines blessées dans un attentat-suicide à la voiture piégée dimanche soir à Derna, dans l'est de la Libye, revendiqué par le groupe terroriste Etat islamique (Daesh).

«Neuf personnes ont été tuées et des dizaines blessées dans l'explosion d'une voiture piégée dimanche soir à Derna», a indiqué à l'AFP une source médicale qui a précisé que des civils figuraient parmi les victimes.

Daesh a revendiqué l'attentat, mené par un Soudanais. «Le martyr Abou Jaafar al-Soudani a fait exploser sa voiture piégée dans un rassemblement d'apostats à l'est de Derna, faisant plusieurs morts et blessés», a indiqué le groupe terroriste dans un communiqué de sa «Province de Barqa», en Libye.

En juillet, Daesh avait indiqué avoir été chassé de Derna mais avait promis de revenir dans la ville pour «venger» ses combattants.

Ville côtière située à environ 300 kilomètres de la frontière égyptienne, Derna était souvent décrite comme le fief des partisans de Daesh en Libye depuis leur implan-

tation dans ce pays à la fin de l'année dernière. Elle a été le théâtre de féroces combats entre des terroristes de Daesh et d'autres factions islamistes du «Conseil des moudjahidines de Derna», qui ont chassé Daesh de nombreux quartiers de la ville, dont plusieurs groupes armés se partagent actuellement le contrôle. Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye compte deux Parlements — et deux gouvernements — qui se disputent le pouvoir, l'un basé à Tripoli et l'autre à Tobrouk (est), ce dernier étant le seul reconnu par la communauté internationale. Profitant de ce chaos, Daesh, qui contrôle déjà de vastes pans de territoires en Irak et en Syrie, s'est notamment emparé en juin de la ville de Syrte, à 450 km à l'est de Tripoli.

Par ailleurs, les pourparlers de paix inter-libyens qui devaient s'ouvrir hier à Genève sous l'égide des



Derna est le fief des partisans de Daesh en Libye.

Nations-Unies, ont été reportés à aujourd'hui dans l'attente de l'arrivée des délégations participantes, ont annoncé des sources proches de l'Onu. La nouvelle session du dialogue devait s'étendre sur trois jours à partir de lundi en Suisse. L'émissaire onusien pour la Libye,

Bernardino Leon, devait effectuer durant ce nouveau dialogue, des entretiens séparés avec les parties libyennes. Cependant, il n'a pas été précisé si des discussions directes entre les belligérants sont prévues, a fait savoir un porte-parole de l'Onu Ahmed Fawzi lors d'une conférence

de presse à Genève. Le représentant spécial de l'Onu avait annoncé jeudi dans un communiqué de la Mission de l'Onu en Libye (Manul), l'ouverture dès lundi d'une nouvelle session de dialogue et a appelé les principaux acteurs à redoubler d'efforts et de continuer à travailler ensemble pour réduire les différences existantes et à forger une plate-forme commune qui peut constituer la base d'une résolution pacifique du conflit politique et militaire en Libye. Le nouveau round de dialogue s'inscrit dans la continuité des précédentes sessions de négociations et vise particulièrement à développer l'accord de paix qui a été signé le 11 juillet dernier.

Les négociateurs internationaux tenteront de faire arrêter les combats meurtriers auxquels est livré le pays depuis 2011. Pour ce faire, les émissaires onusiens prévoient de convaincre les différents membres du Congrès général national (CGN) de parapher le traité de paix. Ce dernier n'ayant pas encore signé l'accord, rend l'aboutissement à un cessez-le-feu effectif délicat.

SYRIE

Al-Qaïda annonce son retrait de secteurs contigus à Daesh

La branche syrienne d'Al-Qaïda a annoncé son retrait de certains secteurs où elle se trouve en confrontation avec son rival islamiste du groupe Etat islamique (Daesh) dans le nord de la Syrie, à la lisière de la Turquie.

Le Front Al-Nosra a justifié cette décision par son désir d'éviter toute coopération avec le plan américano-turc visant à créer une zone débarassée de Daesh dans la province septentrionale d'Alep, le long de la frontière avec la Turquie.

La pièce maîtresse de ce nouvel accord entre Ankara et Washington consiste en effet à créer une zone

sans djihadistes, assez sécurisée pour permettre aux quelque 1,8 million de Syriens réfugiés en Turquie de rentrer chez eux.

«Nous annonçons notre retrait de nos lignes de front avec Daesh dans la partie nord de la province d'Alep», a indiqué le groupe dans un communiqué posté dimanche sur internet, sans préciser les secteurs exacts concernés.

«Al-Nosra ne se voit pas entrer dans cette alliance (américano-turque), l'aider ou coordonner avec elle en la considérant comme légitime», poursuit le groupe, estimant que le but premier de cette alliance est «lié à la sécurité nationale de la Turquie». Depuis fin juillet, la coalition internationale anti-EI menée par les Etats-Unis a accès pour la pre-

mière fois à une base turque pour frapper l'EI en Syrie. Al-Nosra s'est totalement retiré des villages de Dahla et Harjalé, sur la frontière turque, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le groupe terroriste s'est officiellement retiré d'autres villages, «mais en réalité, ils sont restés dans les mains des alliés» du Front Al-Nosra, a affirmé le directeur l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. Issu comme Daesh de la branche irakienne d'Al-Qaïda, la Front Al-Nosra est devenu dans le nord de la Syrie son farouche opposant, et s'est allié avec le puissant mouvement rebelle islamiste Ahrar Al-Sham. Mais selon Aaron Stein, analyste associé de l'Institut de recherche du Conseil Atlantique, le

retrait d'Al-Nosra va rendre plus aisé pour Washington de travailler avec des forces sur le terrain. D'après lui, «la Turquie a influencé Ahrar Al-Cham qui lui-même a fait pression sur le Front Al-Nosra pour se retirer des zones qui doivent faire partie de la zone-tampon».

Cela rend aussi «plus acceptable pour les Etats-Unis une aide plus importante aux groupes rebelles qui s'y trouvent», a-t-il ajouté à l'AFP. Si les forces sur le terrain ne vont pas recevoir de soutien militaire direct des Etats-Unis, elles peuvent en revanche bénéficier d'un couverture aérienne sur la zone frontalière, a expliqué Aaron Stein.

Mais de toute façon, assure-t-il, Al-Nosra continuera à avoir «une influence» dans la zone en question.

TUNISIE

Un terroriste abattu près de la frontière algérienne

Les autorités tunisiennes ont annoncé hier avoir abattu un terroriste présumé et saisi des armes dans le centre-ouest du pays, près de la frontière avec l'Algérie, une région où l'armée traque des groupes armés depuis 2012.

«Un terroriste a été tué» dans la nuit de dimanche à lundi dans une embuscade tendue par une unité spéciale de la gendarmerie à «un groupe terroriste sur le mont Sammama», à Kasserine, a

indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. L'«identification (du terroriste) par des moyens scientifiques est en cours» et une personne «soupçonnée d'apporter de l'aide aux éléments terroristes» a aussi été arrêtée, a ajouté le ministère.

«Une kalachnikov, trois chargeurs, deux grenades dont l'une est de fabrication artisanale, des jumelles de vision nocturne et diurne et une quantité d'explosifs TNT ont été saisis» pendant l'opération de ratissage qui a suivi, selon le communiqué.

Le mont Sammama est voisin du mont Chaâmbi, considéré comme la principale base

arrière du maquis islamiste à la frontière algérienne.

Depuis la révolution de 2011, la Tunisie fait face à une hausse des attaques terroristes qui ont coûté la vie à plusieurs dizaines de militaires, de policiers et de gendarmes.

Plusieurs de ces attaques ont été revendiquées par un mouvement lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) mais les deux attentats qui ont tué un total de 59 touristes étrangers en mars au musée du Bardo à Tunis et en juin dans un hôtel en bord de mer près de Sousse (centre-est) ont été revendiqués par le groupe Etat islamique (Daesh).

ÉGYPTE

Quatre policiers blessés dans l'explosion d'une bombe au Caire

Quatre policiers ont été blessés, dont deux grièvement, dans l'explosion hier d'une bombe près d'un tribunal au Caire, ont annoncé des responsables, un attentat revendiqué par l'un des principaux groupes terroristes du pays Aynad Misr.

«Une petite bombe a explosé» près d'un kiosque de police aux abords d'un tribunal dans le quartier d'Héliopolis, dans le nord du Caire, blessant quatre agents de la

circulation, dont deux officiers, a affirmé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. «Deux policiers sont grièvement blessés», a précisé à l'AFP le porte-parole du

ministère de la Santé, Hossam Abdel Ghaffar. L'attentat a été revendiqué par Aynad Misr sur son compte Twitter. Ce groupe terroriste, particulièrement actif dans la capitale égyptienne, a revendiqué plusieurs attaques contre la police, dont certaines meurtrières. Les terroristes disent agir en représailles à la sanglante répression qui s'est abattue sur les partisans de l'an-

cien président islamiste Mohamed Morsi, destitué par l'armée en juillet 2013. Fin juin, le procureur général Hicham Barakat avait été tué au Caire dans un attentat à la voiture piégée. En juillet, la branche égyptienne de l'Etat islamique (Daesh) avait revendiqué un autre attentat à la voiture piégée contre le consulat italien au Caire qui avait fait un mort.

IRAK

Le président du Parlement appelle au limogeage des ministres «corrompus»

Le président du Parlement irakien, Salim Al-Joubouri, a appelé hier le Premier ministre, Haider Al-Abadi, à limoger les ministres qui font preuve de négligence ou de corruption, dans le cadre de l'ambitieux plan de réformes approuvé dimanche par le gouvernement.

«Nous appelons le Premier ministre à démettre de leurs fonctions les ministres qui sont clairement coupables de manquements, de négligence et de corruption», a indiqué M. Al-Joubouri à la télévision.

M. Joubouri a également demandé aux parlementaires d'adopter aujourd'hui mardi les réformes présentées par le Premier ministre et approuvées par le gouvernement.

Selon ses services, il a appelé «les blocs politiques à voter demain (aujourd'hui, ndelr) le plan de réformes gouvernemental» et a indiqué que des mesures complémentaires au plan gouvernemental étaient nécessaires et seraient également discutées mardi au Parlement.

Haider Al-Abadi a présenté dimanche au gouvernement une série de mesures visant à réformer en profondeur le fonctionnement de l'Etat irakien, notamment en supprimant des postes importants, en réduisant le train de vie des fonctionnaires et en améliorant les services publics.